



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 22 AOUT 2017

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Max LEYDIER
☎ : 04 72 61 37 84
✉ : max.leydier@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié autorisant la société ENNOBLISSEMENT DU VAL DE REINS (ex société ABELLARD) à exploiter des installations de blanchiment, teinture et impression sur tissus, dans son établissement situé zone industrielle Le Rébé à AMPLEPUIS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2005 imposant la réalisation d'un diagnostic des prélèvements et des rejets de l'établissement en vue de la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau et des rejets dans le milieu ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2007 autorisant la société ABELLARD à détenir et à utiliser des sources radioactives scellées, ainsi que modifiant le tableau de la nomenclature de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2010 imposant la mise en place d'une surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2015 visant à préciser les conditions de prélèvement d'eau dans la rivière Le Reins et portant révision des prescriptions relatives aux émissions d'hydrocarbures totaux afin d'assurer une harmonisation régionale de ce type de prescriptions ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 5 mai 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 5 mai 2017 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- qu'en matière de suivi de prélèvement dans le Reins, le compteur est en place mais n'est pas relevé chaque jour (article 2 de l'arrêté du 16 janvier 2015 imposant prescriptions complémentaires) ;
- qu'il existe plusieurs anomalies et défauts de renseignements sur la déclaration de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente (GIDAF) (point 5.6.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- que l'examen des déclarations GIDAF fait apparaître des dépassements répétés et importants sur le paramètre pH (point 5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992) ;
- qu'en matière de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE), un examen des résultats transmis fait apparaître que les rejets sont supérieurs aux flux admissibles par le cours d'eau (point 4.3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2010 imposant prescriptions complémentaires)
- que selon les résultats du rapport de synthèse de surveillance initiale transmis le 6 février 2013, l'étude technico-économique de réduction doit être réalisée sur les paramètres cuivre, chrome et zinc (point 4.2 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2010 imposant prescriptions complémentaires) ;

CONSIDERANT que la société ENNOBLISSEMENT DU VAL DE REINS ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations d'AMPLEPUIS, les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2015, du point 5.3 et du point 5.6.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, des point 4.2 et 4.3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2010 ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se conformer aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2015, du point 5.3 et du point 5.6.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, des point 4.2 et 4.3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2010 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances :

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société ENNOBLISSEMENT DU VAL DE REINS, pour son établissement situé zone industrielle Le Rébé à AMPLEPUIS, est mise en demeure :

- **dans un délai d'une semaine**, de procéder au relevé journalier des volumes d'eau prélevés dans le Reins en application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2015 ;

- **dans un délai d'un mois**, de transmettre le récapitulatif des analyses de surveillance des eaux en application du point 5.6.2.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié par arrêté complémentaire du 16 janvier 2015 ;

- **dans un délai de trois mois**, de respecter les valeurs limites d'émission – notamment sur le paramètre pH – prescrites en application du point 5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié

- **dans un délai de 6 mois** de transmettre le rapport de surveillance pérenne RSDE en application du point 4.3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2010, et l'étude technico-économique de réduction prévue au paragraphe 4.2 de ce même arrêté complémentaire ;

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'AMPLEPUIS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **22 AOUT 2017**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID

